



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

Par I.M'B.

YOUTUBE LIMITE DES VIDÉOS QUI AGRESSENT LA SANTÉ MENTALE DES ADOS

Photo: DR/L'Union



YouTube a annoncé ce jeudi qu'elle allait limiter les "recommandations répétées" de vidéos risquant de nuire à la santé mentale des adolescents. Les vidéos "qui comparent des caractéristiques physiques et en idéalisent certaines par rapport à d'autres, qui idéalisent des niveaux de forme physique ou des poids corporels spécifiques" ne seront ainsi plus suggérées aux adolescents de façon répétée. Ce changement interviendra d'abord aux États-Unis puis dans d'autres pays l'année prochaine, a indiqué un communiqué du service de Google.

L'UE CONTRE LES PUBLICITÉS CIBLÉES DE META ET D'INSTAGRAM

Bruxelles tente d'agir face aux mastodontes du web. Le Comité européen de la protection des données (EDPB) a annoncé mercredi dernier qu'il demandait au régulateur des données d'Irlande, où se trouve le siège européen de Meta, de prendre des mesures "sous deux semaines" pour bannir "tout traitement des données personnelles destiné à des publicités comportementales" sans engagement contractuel de l'utilisateur pour l'autoriser. La pratique, qui consiste à collecter et analyser les données de milliards d'internautes pour leur soumettre des publicités soigneusement personnalisées, est au cœur des modèles économiques (RGPD).

FACEBOOK ET INSTAGRAM : PAYANT ET SANS PUB, LES UTILISATEURS BOUDENT

Photo: DR/L'Union



Lundi, Meta a annoncé qu'il proposera, courant novembre, des abonnements payants aux Européens pour utiliser Instagram et Facebook sans publicité. Le géant américain entend ainsi se mettre en conformité avec le RGPD, qui l'oblige à demander leur consentement avant de leur présenter de la publicité ciblée. Les utilisateurs ne sont pas du tout emballés.

LE BUZZ DE LA SEMAINE

Quand le kévazingo donne encore des maux de tête

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

QUAND la découverte de dix conteneurs contenant du kévazingo a été annoncée, la toile est entrée en ébullition. Cette affaire met en exergue une vérité : les réseaux mafieux semblent toujours à l'œuvre au sein du secteur Forêt-Bois. Évidemment, les internautes ont vite fait de prendre le raccourci de l'accusation. "Celui qui a laissé ces conteneurs à cet endroit est forcément dans l'administration des Eaux et Forêts du gouvernement déchu", avance Thierry. Par cette déclaration, on comprend qu'une pièce a disparu sans mettre à mal le mécanisme qui, depuis des années, est en place et bien huilé.

Est-ce nouveau ? Pas vraiment. Car de temps à autre, l'ancien pouvoir faisait semblant d'exhiber un indécrottable tout en s'assurant que tout restait en l'état. Quand en 2020, Média 241 rapportait, pour une autre affaire de kévazingo, qu'un directeur général d'une société à capitaux chinois SKBG avait été condamné à 6 mois d'emprisonnement ferme et 100 000 000 FCFA d'amende, au titre des dommages et intérêts, dans le cadre de l'affaire opposant SKBG et l'État gabonais, tout le monde s'est trompé en pensant



Photo: AEE

Ces quelques billes de Kevazingo laissent entrevoir un système bien huilé.

que le système serait détruit. Cette nouvelle histoire autour du kévazingo va mettre la pression sur le gouvernement, et indirectement le CTRI. Pourrait-il débusquer ces réseaux et les éradiquer ? Pour les internautes, c'est une mission vouée à l'échec. Car la Justice va se contenter de brandir quelques marionnettes et passer à autre chose. "Parions que de grands okoumés vont encore tomber, entraînant dans leur chute quelques hommes

liges. Touchons du bois !", rigole François. En somme, le système risque de perdurer sans action forte. En effet, l'intérêt n'est plus de débusquer quelques lièvres et de les traduire devant les tribunaux. Non, l'intérêt est de couper menu le serpent. Tête et corps compris. Tout en évitant qu'il se transforme en hydre. Sinon tout ne sera que théâtralité, comme le présagent déjà certains Gabonais.

"Vous verrez qu'à l'instar de ce qui s'était passé il y a quelque temps, on aura droit à un cinéma ! Avec ces mêmes aux postures différentes, leurs noms, seuls, les trahissant, qui reviennent au-devant de la scène, le "Système" est là, il demeure, et demeurera tant que des sanctions appropriées ne seront pas prises. On a l'impression de vivre une comédie à plusieurs facettes", s'inquiète Mbila.

Humeurs

ME SÉRAPHIN NDAOT REMBOGO ET LES LAMENTATIONS DU CND

I.M'B.
Libreville/Gabon

PLUSIEURS faits attirent l'attention des internautes. Si elle fait moins rire, ni ne soulève de colère, les lamentations du Conseil national de la démocratie (CND) interrogent. La presse en ligne se fait l'écho des déboires de cette institution, certainement "à refaire", comme dirait l'humoriste. Jeudi dernier, GabonReview rapportait le désarroi du président du CND : "Me Séraphin Ndaot Rembogo a, une nouvelle fois, sollicité l'attention des autorités et un

meilleur soutien financier pour permettre à l'institution de fonctionner normalement", a écrit notre confrère en ligne en chapeau d'un article intitulé "le CND, encore et toujours si peu audible". Ces lamentations ne sont pas les premières. Sur le site du ministère de la Réforme des institutions traîne un vieux communiqué de 2021 annonçant la première session ordinaire du CND jusqu'en mars 2021. À l'ouverture des travaux, "Me Séraphin Ndaot Rembogo a sollicité l'appui du gouvernement dans la résolution des problèmes qui entravent le bon



Photo: DR

fonctionnement" du CND. Pour Zacharie Toumane, "le CND s'est-il seulement préoccupé des membres qui le composent et du nécessaire coup de balai en interne ? Car des 104 partis politiques qui composent l'Assemblée générale, combien ont plus qu'un simple récépissé, c'est-

à-dire un siège, des militants ? Autrement dit, comment prendre au sérieux des petits commerçants politiques sans assise sociale." De plus, les 104 formations en question ne semblent pas suivre la marche de l'histoire. Gabon Media Time rapporte que lors de la récente Assemblée générale du CND, "Séraphin Ndaot Rembogo et ses camarades, se voulant une force de propositions, ont suggéré au Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), ni plus ni moins, la suppression du Sénat." Un tir à côté !